

## Décision du Président n° DEC-2025/0360

### **Le Plan - Contrat de résidence et de cession des droits de représentation d'un spectacle - Howard**

Le Président de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° DEL-2024/190 du Conseil communautaire en date du 25 juin 2024 portant modification de la délégation d'attributions du Conseil communautaire au Bureau communautaire, au Président et au Vice-président chargé de la commande publique en application de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de contrat de résidence et de cession de droit d'exploitation d'un spectacle à conclure avec DELTA FUZZ ELECTRONICS pour le groupe HOWARD ;

Considérant la programmation du Plan pour la saison 2025 ;

### **DÉCIDE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Un contrat est conclu avec DELTA FUZZ ELECTRONICS, représentée par sa présidente Véronique Jeandenand, sise 62 Avenue Émile Zola à Paris (75015), relatif à l'organisation d'une résidence et d'un concert de restitution au Plan -sur la saison 2025-2026.

#### **Article 2 :**

La Communauté d'agglomération ne versera aucun montant à DELTA FUZZ ELECTRONICS en échange de la mise à disposition gracieuse de la salle en état de marche.

#### **Article 3 :**

Le Président et le Directeur général des services de la Communauté d'agglomération sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Accusé de réception en préfecture  
091-200059228-20250701-DEC\_2025\_0360-AR  
Date de télétransmission : 01/07/2025  
Date de réception préfecture : 01/07/2025

#### Article 4 :

La présente décision sera transmise à la préfète de l'Essonne, au comptable public d'Évry-Courcouronnes et publiée en ligne sur le site Internet de la Communauté d'agglomération selon les prescriptions légales en vigueur.

Fait à Évry-Courcouronnes, le 01 JUIL. 2025



Pour le Président et par délégation  
Michel Bisson  
Président

Directeur Général Adjoint  
Relations aux Communes, Administration  
et Moyens de l'institution

Transmis en Préfecture le 01 JUIL. 2025

Publié le 01 JUIL. 2025

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite d'acceptation, sauf exceptions prévues aux articles L.231-4 et suivants du code des relations entre le public et l'administration et par les décrets d'application de ces textes. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. La saisine du tribunal peut s'effectuer par voie dématérialisée par l'application Téléréfuge citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).